

Compte Rendu  
Conseil Municipal

Séance du 21 septembre 2016

Présents

Bruno Loustalet  
Philippe Maisonnas  
Yannick Semay  
Philippe Guillard  
Guy Caplat  
Valérie Berger  
Jean-Michel Thuot  
Marie Paule Dupuy-Roudel  
Josiane Brignone  
Nicolas Zimerli  
Christian Julian  
Serge Manié

Excusé

Pouvoirs

Suzanne Borrel-Jeantan  
(Pouvoir à Mme Semay)  
Kamel Mohammadi  
(Pouvoir à Mr Loustalet)  
Audrey Duprat  
(Pouvoir à Mr Manié)

L'an deux mil seize, le vingt et un septembre à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

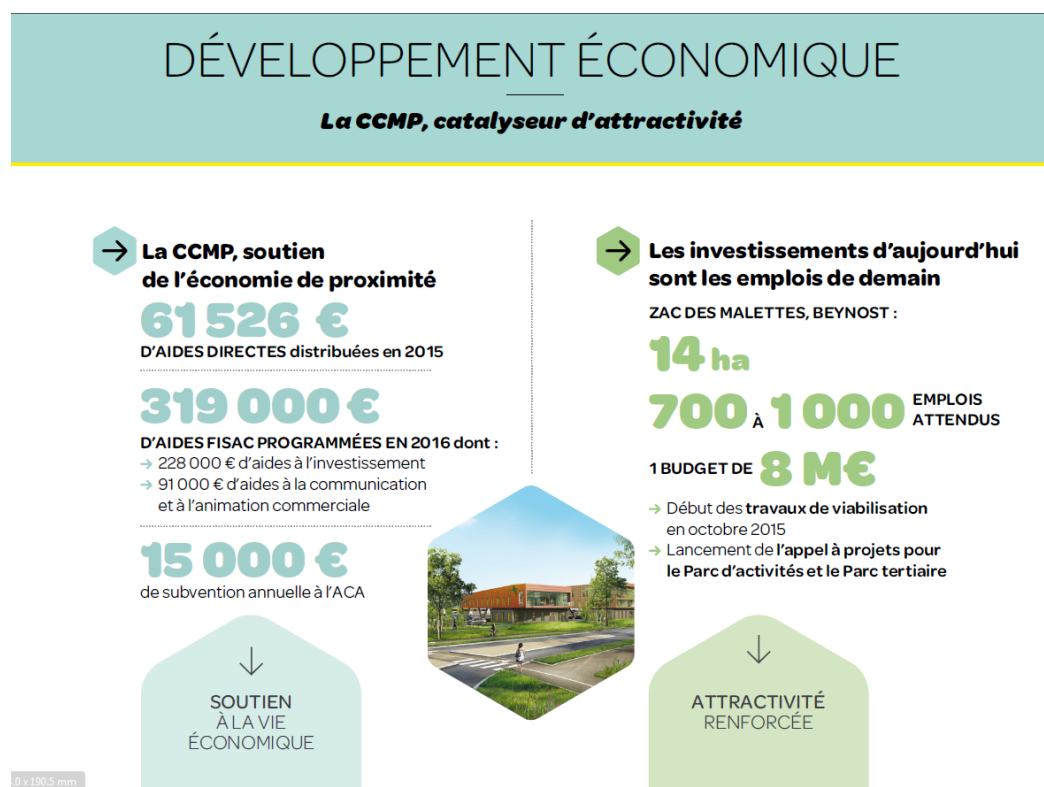
Secrétaire de séance : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mercredi 21 septembre 2016 à 20 h 32  
Enregistrement intégral sans pause»

**1.** Mr le Maire, après avoir souhaité la bienvenue à Monsieur Protière, Président de la CCMP, donne la parole à ce dernier, qui présente à l'Assemblée le rapport d'activité 2015 de l'intercommunalité.

Mr Protière rappelle que chaque année, il est d'usage que le Président de la CCMP présente tour à tour à l'ensemble des communes, le rapport d'activités. Une synthèse du rapport annuel est jointe au dossier de chaque élu.  
Il en commente, à la suite, la Synthèse qui est présentée simultanément en diapositives vidéo à l'assemblée.



20 h 35 : arrivée de Mr Julian

Mr Protière présente le volet d'aménagement du territoire et notamment la ZAC des Malettes à Beynost (sur 14 hectares).

# VOIRIE ET DÉPLACEMENTS

**Les modes alternatifs gagnent du terrain**

→ **Colibri progresse toujours**

**+3 %**

DE FRÉQUENTATION  
par rapport à 2014  
Soit un total de plus de **90 000** voyages

DONT

**790** réservations de TAD

(Transport au Déclenchement)  
+7 % par rapport à 2014

**550 500 km**

annuels parcourus par les **4 LIGNES** régulières



→ **Le covoiturage a rendez-vous Porte 5**

**80 places**

ET UNE ENTRÉE DE ZONE REQUALIFIÉE

**428 145,33 €**

D'INVESTISSEMENTS



↓  
+ DE  
MOBILITÉ

20 h 38: arrivée de Mme Berger

Mr Protière rappelle que 2015 a vu la création et la requalification d'un espace laissé à l'abandon en bordure de la porte 5 qui a permis la construction et l'aménagement du parking de covoiturage (428.000 €) en même temps que la mise en sécurité du chemin du Pilon.

# ENVIRONNEMENT

**Un geste de tri plus efficace**

→ **La qualité du tri progresse**

**12 500,94 tonnes**

DE DÉCHETS PRODUITS sur le territoire en 2015

↘ **5 030,49 tonnes** d'ordures ménagères collectées  
soit 217,37 kg / habitant / an (-1,36 kg par rapport à 2014)

↗ **1 054,97 tonnes** d'emballages recyclables  
et papier collectées

↗ **673,40 tonnes** de verre collectées

= **5 742,08 tonnes** en déchèterie

→ **Mais un budget encore en déséquilibre**  
**2 316 556 €**

DE COÛT TOTAL DU SERVICE  
dont 81 % uniquement sont financés par la TEOM

↓  
MIEUX TRIER  
= MAÎTRISE DE LA FISCALITÉ

→ **Les deux ambassadrices du tri s'activent sur le terrain**

**140 H**

D'ANIMATIONS SCOLAIRES

**1 400**

ENFANTS SENSIBILISÉS

DONT **500**

À L'HEURE DE LA CANTINE  
sur la question du gaspillage alimentaire



↓  
PÉDAGOGIE  
ET PROXIMITÉ



Mr Protière rappelle que l'Office du Tourisme de Miribel changera de statut en 2016 pour devenir EPIC.





Mr Protière note que 2015 a été une excellente année pour Lilô. Les recettes sont générées par les utilisateurs, les communes, la CCMP et la 3CM.



Mr Protière rappelle que le contrat de veille active a été signé par toutes les communes le 25 septembre 2015.



# LOGEMENT ET SOLIDARITÉ

## Renforcer la Communauté

### → Le Contrat de Veille Active, socle de la solidarité intercommunale

#### 4 thématiques

- l'éducation, la parentalité, la jeunesse et la citoyenneté
- la santé, l'accès aux soins, la prévention, l'aide aux victimes et l'accès aux droits
- la formation, l'emploi, l'insertion et le développement économique
- l'habitat et le cadre de vie

CONTRAT SIGNÉ LE 25 SEPTEMBRE 2015

### → 2 hébergements d'urgence ouverts et confiés à l'association ORSAC

**3 768 €** DE SUBVENTION ANNUELLE  
soit 30,5 % du montant du loyer + **13 000 € d'aide**  
à l'aménagement des logements en 2015

↓  
ACCOMPAGNER LES  
PUBLICS EN DIFFICULTÉ

### → L'instruction du droit des sols mutualisée

#### Service ouvert gratuitement

aux communes membres adhérentes  
depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2015

→ 150 PERMIS DE CONSTRUIRE  
autorisés par an en moyenne  
entre 2011 et 2015

→ RECRUTEMENT DE 1,5 ETP  
en octobre 2015

→ DÉMARRAGE DU SERVICE  
en décembre 2015

↓  
EXPERTISE  
DE PROXIMITÉ  
AU SERVICE  
DES COMMUNES



# FINANCES

## La dynamique d'investissements se poursuit malgré la baisse des dotations

### → Fonctionnement : des recettes pour la première fois en recul

**18 583 159,92 €**

DE RECETTES

↳ **1,98 %** de recettes en moins  
(baisse de la DGF et des recettes fiscales)

↗ **+5,72 %** de dépenses réelles,  
(augmentation des dotations solidaires)

### → Investissements : une dynamique toujours positive

**2 835 802,29 €**

D'INVESTISSEMENTS

**+2 836 511,74 €**

d'avance au budget annexe de la ZAC des Malettes

### → Des finances saines permettant de projeter un PPI ambitieux

→ **9 083 735 €**  
de capital restant dû avec une capacité  
de désendettement de 2,4 ans

→ **3 900 000 €**  
de réserve financière

→ Une capacité  
d'autofinancement  
maintenue à **2,5 M€**  
à horizon 2020



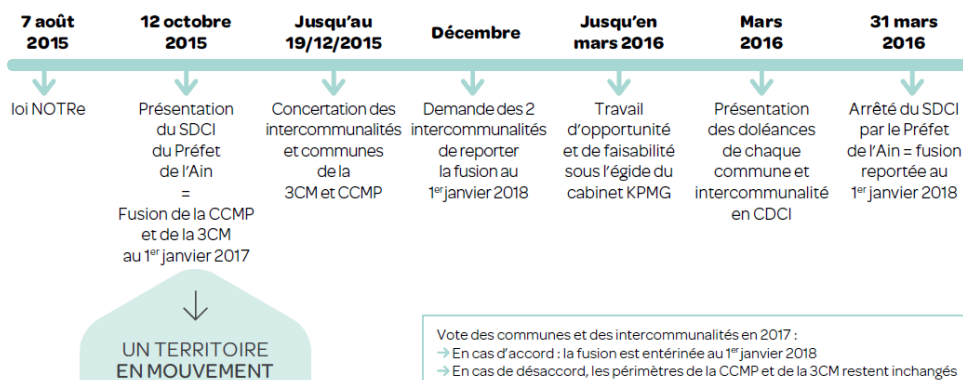
↓  
UN TERRITOIRE  
DYNAMIQUE  
ET BIEN GÉRÉ

Mr Protière souligne que les finances de la CCMP sont plutôt saines. Les recettes de fonctionnement, en légère baisse, sont dues notamment à la baisse de la DGF et une autre dépense réelle de 5,72 % due en 2015 à l'intégration de 300.000 € pris en charge par la CCMP pour l'attribution du FPIC (geste solidaire envers les communes).

# AVENIR DU TERRITOIRE

## La fusion de la CCMP et de la 3CM à l'étude

→ **La CCMP et la 3CM poursuivent leurs études d'opportunité et de faisabilité d'une fusion des deux intercommunalités**



Mr Protière rappelle que les discussions en cours, commencées fin 2015, révision du SDCI, puis la loi NOTRe, projet de fusion au 1<sup>er</sup> janvier 2018, grâce à l'avenant au schéma de Mr le Préfet.

Il demande à l'Assemblée s'il y a des questions sur ce rapport d'activité.

Mr Maisonnas rappelle qu'au printemps dernier, il y a eu deux réunions intercommunautaires (CCMP et 3CM) où ont été abordés les avantages et inconvénients (côté CCMP : culture, sport...côté 3CM : MJC...). Après ces séminaires, il devait y avoir des groupes de travail sur des thématiques comme les finances, l'urbanisme etc. Il aimerait savoir pourquoi il y a du retard.

Mr Protière répond qu'il y a eu ce travail assez intense de début d'année avec KPMG et qui a donné lieu en mars et mai dernier à deux réunions plénières avec environ 150 élus présents. Il était effectivement prévu d'aller dans ces thématiques. Début juin dernier, il a été fait le constat qu'il y avait besoin de laisser un peu reposer. Ces deux réunions plénières, ont laissé apparaître une forme de compétition entre les deux territoires (CCMP et 3CM). Les deux Présidents ont travaillé ensemble durant l'été, en prenant plus de hauteur. Le travail fait par KPMG était précis mais terre à terre. Il y a moins de quinze jours, les Maires se sont rencontrés en faisant intervenir un autre consultant (élu lui aussi). Il souhaite que les choses reprennent. Ils voulaient faire le tri entre ce qu'il convenait de faire et ne pas faire. Coopération fiscale entre les communes et la Communauté de Communes. Il rappelle que le Gouvernement a changé les règles de péréquation. Il faut passer un cap sur l'optimisation fiscale d'abord à six, puis tendre la main à la 3CM. Il est important que chaque commune soit accompagnée. Le Président de la Communauté de Communes, ne peut être juge et partie pour expliquer aux Maires à loi NOTRe, ALUR... (bloc Région et bloc Intercommunal).

En 2018, c'est le droit commun donc la volonté des communes.

Mr Manié demande concernant les potentiels 1.000 emplois créés, c'est quoi par rapport au bassin d'emplois sur la CCMP.

Mr Protière répond que sur 1.000 établissements, une trentaine sont de plus de 50 salariés. Au total, on décompte plus de 12.000 emplois sur les six communes. En fonction du nombre final d'entreprises s'installant sur la zone, on sera entre 700 et 800 emplois (ABB va en apporter environ 300 et les 13 autres vont en apporter un peu plus de 400).

Mr Zimerli demande si c'est de la création ou de la délocalisation d'emplois. Est-ce que l'outil création de ZAC est le bon outil par rapport à du soutien de ZAC.

Mr Protière répond qu'ABB a un bail qui s'achève fin 2017 et devait quitter la Boisse.

Mr Zimerli note qu'il n'y a pas de la vraie création d'emplois mais plutôt de la délocalisation. N'y aurait-il pas un autre outil comme la redynamisation des ZAC existantes ?

Mr Protière rappelle le diagnostic fait en juillet 2015, lors du séminaire au Grand Parc sur ces questions de développement économique et, parallèlement à l'aménagement de la ZAC des Malettes, l'action de la CCMP, dans le contexte des compétences nouvelles données à partir de janvier 2017 par la Loi NOTRe : équipement en très haut débit des zones industrielles existantes, aménagement progressif des voiries de dessertes et rénovation de la signalétique.

Il souligne, concernant la ZAC des Malettes, que le projet existait et qu'il fallait le conduire à son terme.

Mr Protière revient sur le million d'euros attribué à la commune pour l'assainissement. On a un savoir de travailler ensemble sur le territoire. Hier, le plan global de déplacement a été validé, il a associé les communes sur une vision d'ensemble de la mobilité.

De plus, il invite les élus à se rendre à l'Académie de Musique qui a été fait au premier mandat.

Mr le Maire remercie Mr Protière pour sa présentation du rapport d'activités 2015 de la CCMP.

## **2. Compte rendu de la précédente réunion :**

Mr Manié fait part à l'assemblée de la demande de Mr Guillard reçue par mail concernant une modification à apporter sur le compte rendu de la séance précédente.

Mr Guillard suggérait en effet, que la correction apportée par Mme Berger quant au nombre d'agents affectés à l'école et figurant dans les questions diverses (en fin de séance) soit rattachée au paragraphe 3. *TARIFICATION RESTAURANT SCOLAIRE* du Compte Rendu.

L'Assemblée n'ayant pas d'autres modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

Mr le Maire rappelle que lors du dernier Conseil Municipal, il avait été décidé de rediscuter de la forme des Comptes rendus, ce qui a été fait lors de la Commission Communication ainsi que la Commission Générale du 04 juillet dernier. A été entériné le fait qu'afin de ne pas alourdir les comptes rendus, sachant que l'exhaustivité sera respectée, on se limiterait au vote contre, pour etc.

A partir de ce compte rendu, les justifications de vote seront précisées, étant entendu que l'intervention de Mr Protière (Président de la CCMP) sera retranscrite avec la présentation sommaire.

Mme Semay rappelle que l'explication doit être claire et pas trop longue, pour que cela ne soulève aucune problématique.

## **3. REVISION ALLEGEE DU PLU**

Mr le Maire rappelle que la délibération de ce soir (par rapport à la version transmise avec la convocation du Conseil) a subi une modification suite à une inscription sur le registre d'observations le 20 septembre dernier. Cela reprend l'ensemble des discussions depuis le début mai 2016.

### **DELIBERATION 16/05/01 : REVISION ALLEGEE DU PLU : BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRÊT DU PROJET DE PLU**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle que par une délibération n°16.03.03 en date du 25 mai 2016, le conseil municipal a prescrit une procédure de révision avec examen conjoint de son plan local d'urbanisme prévue aux articles L.153-34 et suivants du Code de l'urbanisme.



Cette procédure dite « révision allégée » a été engagée afin de répondre à une recommandation des services de l'Etat s'agissant des secteurs classés en zone Nh dans le règlement du PLU. Son objectif est de lever l'interdiction générale de reconstruction après sinistre sur ces secteurs classés en Nh, tout en garantissant l'efficacité des périmètres de protection des puits de captage et la préservation de la qualité de la ressource en eau sur le territoire communal et en tenant compte de la servitude d'utilité publique liée au Plan de prévention des risques d'inondation.

A l'occasion de cette délibération du 25 mai 2016, le conseil municipal a défini les modalités de la concertation devant se tenir tout au long de la phase d'élaboration du projet de révision allégée. Il a été décidé :

- d'informer la population de l'engagement de la procédure de révision allégée et de son objectif par voie d'affichage et sur le site internet de la commune ;
- d'informer régulièrement la population de l'avancée de la procédure de révision allégée sur le site internet de la commune et dans le bulletin municipal ;
- de mettre à disposition en mairie un dossier comprenant un registre d'observations afin de recueillir l'avis de la population, des associations locales et des autres personnes concernées.

Cette concertation a eu lieu du 26 mai 2016 à ce jour et a pris les formes suivantes :

- la population a été informée de la prescription de la procédure de révision allégée par le biais d'un affichage de la délibération du 25 mai 2016 effectué dès le 26 mai 2016, et par la mise en ligne de ladite délibération sur le site internet de la commune le même jour ;
- une information sur l'engagement de la procédure a été publiée dans Le PROGRES de l'AIN du 29 mai 2016 ;
- la population a été informée de la prescription de la procédure, de l'ouverture de la concertation et de l'avancée du projet dans le magazine THIL TEXTO de Juillet 2016, ainsi que sur le site internet de la commune ;
- des informations sur l'avancée du projet ont été relayées sur les panneaux d'affichage lumineux de la commune les 5 et 8 septembre 2016 ;
- une information relative à la date prévisionnelle de la fin de la concertation et de l'arrêt de projet a été mise en ligne sur le site internet dès le 8 septembre 2016 ;
- un registre d'observations a été mis à disposition du public en mairie dès le 26 mai 2016 et jusqu'à ce jour. Compte tenu du périmètre de la révision allégée, seulement deux contributions ont été enregistrées et annexées à ce registre.

Il ressort de cette concertation avec le public que la population concernée se félicite de la levée de l'interdiction de reconstruction après sinistre en zone Nh, tout en regrettant par ailleurs que la révision ne prévoit pas également la possibilité d'extension horizontale des constructions existantes. Les autres considérations sont hors du périmètre de la révision.

Ces éléments ont été examinés et pris en compte par la commune, tout en respectant l'objectif assigné à la procédure de révision allégée et en tenant compte des contraintes relatives au PPRI applicable. Il est prévu de modifier pour partie la rédaction de l'article Nh1 du règlement du PLU de la façon suivante :

« Sont interdits :

[...]

La reconstruction après sinistre des constructions détruites par une inondation. »

Les autres points du règlement n'étant pas modifiés.

Il convient désormais de tirer le bilan de la concertation qui s'est tenue du 26 mai au 21 septembre 2016 conformément aux dispositions de l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, et d'arrêter le projet de révision allégée du PLU tel qu'il est annexé à la présente.

Le projet de révision allégée du PLU sera ensuite transmis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme. Une réunion d'examen conjoint sera ensuite organisée entre l'Etat, la commune et ces personnes publiques associées conformément aux

dispositions combinées des articles L.153-34 et R.153-12 du Code de l'urbanisme, réunion dont le procès-verbal permettra de consacrer les avis des autorités compétentes.

Le dossier complet, comprenant le projet de révision allégée et le procès-verbal d'examen conjoint, sera ensuite soumis à enquête publique.

Au vu des observations du public et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, le projet de révision allégée du PLU sera enfin, le cas échéant, approuvé par le conseil municipal.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité des suffrages exprimés :

- de tirer le bilan de la concertation relative à la révision avec examen conjoint du plan local d'urbanisme de la commune ;
- d'arrêter le projet de révision avec examen conjoint du plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente ;
- de transmettre ledit projet aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme dans la perspective de la réunion avec examen conjoint, ainsi qu'aux communes limitrophes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à organiser ensuite la réunion d'examen conjoint conformément aux dispositions des articles L.153-34 et R.153-12 du Code de l'urbanisme.

La présente délibération sera notifiée au préfet, au titre du contrôle de légalité.

Elle sera affichée en mairie pendant un mois, mentionnée dans un journal diffusé dans le département, et sera mise à disposition du public en mairie aux jours et horaires habituels d'ouverture.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	3

#### **4. SERVICE COMMUN D'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS (ADS)**

Mr le Maire rappelle à l'Assemblée que c'est un service qui a été mis en place par la CCMP pour suppléer au désengagement de l'Etat. La DDT d'Ambérieu assurait pour la commune l'instruction des dossiers d'urbanisme et la Commission d'Urbanisme émettait un avis consultatif.

Depuis décembre 2015 et l'entrée en vigueur de ce service ADS, environ 6 dossiers ADS / mois soit une cinquantaine de dossiers depuis le début. Nous y avons gagné en proximité et technicité. Les deux personnes se déplacent régulièrement sur les communes aux fins de formations. Un certain nombre de dossiers qui n'importaient pas taxation pouvaient être traités directement par les communes, pour alléger les procédures lourdes, c'est l'objet de cet avenant pour maintenir les coûts pour la CCMP (1,5 équivalent temps plein avec un agent en catégorie A et un en catégorie C).

Il souligne que cet avenant n° 1 a été voté la veille en Conseil Communautaire.

#### **DELIBERATION 16/05/02 : AVENANT N°1 A LA CONVENTION ENTRE LES COMMUNES ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION DU SERVICE COMMUN D'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS (ADS)**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Le service commun d'instruction des autorisations du droit des sols est en activité depuis le 1er décembre 2015. La co-réalisation avec les communes, de mars à juin 2016, d'un bilan sur le fonctionnement de ce service a mis en évidence un potentiel gain d'efficacité dans une nouvelle répartition des tâches entre les

communes et le service instructeur mutualisé. Ainsi, il est proposé que les Déclarations Préalables dites « simples » (ravalements de façades, modifications de façades, clôtures, abris non constitutifs de surface de plancher ou taxables) soient instruites par les communes, alors que le service mutualisé prendra en charge toutes les consultations des services extérieurs (hors consultations ABF) pour les dossiers qui lui seront transmis par ailleurs (Déclaration préalable ayant pour objet la création de surfaces de plancher ou taxables, le lotissement ou le changement de destination, Permis de Construire, Permis d'Aménager, Certificats d'urbanisme opérationnels, Permis de Démolir).

Cette évolution de procédure a pour principal avantage :

- de supprimer le doublon de la pré-instruction des dossiers, à ce jour réalisée en Commune et en Communauté de Communes,
- d'apporter un gain de souplesse et d'autonomie aux communes sur des dossiers aux enjeux techniques et réglementaires limités,
- de permettre une réduction de la moitié des scans en Communes en lien avec la procédure ADS,

Pour mettre en œuvre cette évolution de la procédure ADS, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'avenant n°1 ci-joint aux conventions bipartites qui lient la CCMP avec chacune des communes pour la mise à disposition du service commun d'instruction des ADS.

Cette proposition d'avenant est soumise à la délibération de chacun des Conseils Municipaux pour une application aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées en mairie à compter du 1er octobre 2016.

Le Conseil, après en avoir délibéré

AUTORISE Mr le Maire à signer l'avenant n°1 aux conventions relatives à la mise à disposition du service commun d'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS).

## **Annexe à la Délibération n° 16/05/02**

### **Avenant n°1 à la convention**

#### **Entre la Commune de THIL et la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau relative à la mise à disposition du service commun d'instruction des ADS**

##### **ENTRE LES SOUSSIGNES**

La Communauté de communes de Miribel et du Plateau, représentée par son président, Monsieur Pascal PROTIERE, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 septembre 2016

ET

La commune de THIL représentée par son maire, Monsieur Bruno LOUSTALET, dûment habilitée par délibération du Conseil municipal en date du 21 septembre 2016

##### **IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

Pour une meilleure efficacité du service, les déclarations préalables pour ravalements de façades, modifications de façades, clôtures et abris non constitutifs de surface de plancher ou taxable sont instruites par les communes, alors que le service mutualisé prend à sa charge toutes les consultations des services extérieurs (hors consultation ABF) pour les dossiers qui lui seront transmis pour instruction (Déclaration préalable ayant pour objet la création de surfaces de plancher ou taxable, le lotissement ou le changement de destination, Permis de Construire, Permis d'Aménager, Certificats d'urbanisme opérationnels, Permis de Démolir).

**ARTICLE I : Modification des articles 2, 4 et 5 de la Convention entre la commune de Thil et la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau relative à la mise à disposition du service commune d'instruction ADS.**

Ci-après les éléments ajoutés (**gras italique**) ou supprimés (~~rayés~~) des articles 2, 4 et 5 de la convention actuellement mise en œuvre entre la Commune de Thil et la CCMP. Tout autre élément de la convention initiale est maintenu et reste applicable.

« ARTICLE 2 – CHAMP D'APPLICATION

[...]

***Les modifications apportées à la présente convention par l'avenant n°1 s'appliquent à toutes les demandes et déclarations déposées à partir du 01/10/2016. »***

« ARTICLE 4 – MODALITES OPERATIONNELLES DES MISSIONS DU MAIRE

B) Lors de la phase de dépôt de la demande

Pour tous les actes et autorisations relatifs à l'occupation des sols relevant de sa compétence et entrant dans le cadre de la présente convention le maire assure en phase de dépôt les tâches suivantes :

- Assure totalement l'instruction des certificats d'urbanisme d'information (ou CUa) ***et des Déclarations Préalables ayant un autre objet que la création de surfaces de plancher ou taxable, le lotissement ou le changement de destination,***

[...]

- ~~transmet les dossiers aux consultations des services extérieurs suivants :~~

- ~~— Service gestionnaire de l'assainissement~~
- ~~— Service gestionnaire de l'eau potable~~
- ~~— Service gestionnaire des ordures ménagères~~
- ~~— Service gestionnaire de la voirie (liste des consultations ADS)~~
- ~~— ERDF~~

- Si le projet se situe dans un périmètre de protection de Monument Historique ou site inscrit, transmet dans un délai de 8 jours suivant le dépôt du dossier, un exemplaire complet de la demande au Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) pour avis de l'architecte des bâtiments de France (ABF) ou chef du STAP.

- Transmet dans un délai de 8 jours maximum les autres exemplaires de demandes et des dossiers au service instructeur intercommunal. ~~Cette transmission est suivie de l'envoi de la fiche destinée au service instructeur qui synthétise les dates des transmissions des services consultés directement par la commune (ABF, ERDF, Eau potable, OM, assainissement...).~~ »

« ARTICLE 5 – MISSIONS OPERATIONNELLES DU SERVICE ADS

[...]

B) Lors de l'instruction

[...]

- ~~Procéder aux consultations des personnes publiques, services ou commissions intéressés (autres que celles déjà consultées par le maire lors de la phase de dépôt de la demande),~~ ***nécessaires à la bonne instruction du dossier :*** Services de l'Etat hors ABF, SIDS, Gestionnaires de voiries, ***Gestionnaires des réseaux d'assainissement, Gestionnaires des réseaux d'eau potable, Gestionnaire des réseaux de distribution d'électricité, tout autre acteur gestionnaire d'un équipement générateur d'une servitude d'utilité publique affectant le projet,*** ~~Le cas échéant, tous services ne relevant pas de la gestion locale des réseaux~~

[...] »

**ARTICLE II :** Toutes les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Fait à Miribel, le  
Pour la CCMP,  
Pascal PROTIERE,  
Président de la CCMP

Fait à Thil, le  
Pour la Commune,  
Bruno LOUSTALET,  
Maire de THIL

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

## **5. MARCHE VIDEO PROTECTION**

Mr Thuot informe du projet d'acquisition de deux caméras de vidéo protection supplémentaires. Il rappelle l'avenant précédent.

### **DELIBERATION 16/05/03 : MARCHE VIDEO PROTECTION – AVENANT N° 3**

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

Monsieur le Rapporteur rappelle la délibération n° 15.05.06 du 13 novembre 2015 portant sur la révision de prix et le vote de l'avenant n° 2 justifié par la création de nouveaux prix relatifs à la fourniture et l'installation de panneaux d'information (information légale) pour un montant de 190 €HT soit 228 €TTC l'unité, la fourniture et à la mise en œuvre d'une station de travail et d'un écran pour un montant de 1280,95 € HT soit 1537,14 € TTC et le montant total des commandes à 32 258,00 € HT soit 38 709,60 € TTC.

Il est proposé au Conseil de passer un avenant n°3 au marché.

Les détails relatifs à l'avenant proposé à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

Le CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- Approuve la passation de l'avenant n° 3 détaillé dans l'annexe jointe à la présente délibération,
- Autorise Mr le Maire ou son représentant à signer et à exécuter ledit avenant n° 3 au marché et les documents y afférent.

- Annexe à la délibération n° 16.05.03 -

## **DEPARTEMENT DE L'AIN Commune de THIL**

Marché de travaux à bons de commande Installations de vidéosurveillance - vidéo protection

Montant du marché : 37 042.80 € TTC.

### **AVENANT N°3**

**Au marché notifié le 27 octobre 2014**

#### **ENTRE LES SOUSSIGNES,**

La commune de THIL représentée par Monsieur Bruno LOUSTALET, son maire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

#### **D'une part, et**

INEO INFRACOM, Agence Rhône-Alpes Auvergne, 40 rue Helene Boucher 69140 Rillieux-la-Pape

#### **D'autre part,**

## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

### Article I – Modification de la mission de maîtrise d’œuvre et du montant du Marché

Les prestations supplémentaires demandées au maître d’œuvre, durant le marché, sont les suivantes :

- Adjonction d’une caméra sur le panneau d’information de la route de Beynost
- Remplacement de la caméra de la rue de l’église par une caméra fixe
- Adjonction d’une caméra à l’angle des rue du Canal, rue Neuve, route de Niévros (utilisation de la caméra de la rue de l’Eglise)
- Accessoires de mise en œuvre, installation et mise en service.

Les tableaux ci-après récapitulent les modifications apportées durant le marché et les modifications financières engendrées :

- Bon de commande 2562 à l’établissement du marché initial :

Montant du bon de commande			
DESIGNATION DES OUVRAGES	TOTAL SERIE	TVA	TTC
Série 100 Etudes et dossiers	1 191.23 €	238.25 €	1 429.48 €
Série 200 Fournitures, installation et mise en service	20 465.40 €	4 093.08 €	24 558.48 €
Série 300 Raccordements et programmations	6 500.76 €	1 300.15 €	7 800.91 €
Série 400 Formation	912.37 €	182.47 €	1 094.84 €
<b>Total général</b>	<b>29 069.76 €</b>	<b>5 813.95 €</b>	<b>34 883.71 €</b>

- Prestations supplémentaires demandées à l’entreprise :

➤

- Notification de ces trois prix nouveaux.

220.00	Panneaux d’information	
	Ce prix rémunère la fourniture et pose d’un panneau d’information	190.00 €
221.00	Station de travail	
	Ce prix rémunère la fourniture et pose d’une station de travail telle que définie à l’avenant N°2	1 125.00 €
222.00	Ecran pour station de travail	
	Ce prix rémunère la fourniture et pose d’un écran tel que défini à l’avenant N°2	155.95 €

### **Bon de commande 2627** (Avenants n° 1 et 2)

207.00	Caméra mini dôme	
	L’unité	515.41 €
211.00	Fixation caméra sur support existant (poteau ou mur)	
	Ce prix rémunère la fourniture, la pose d’une caméra sur un mur ou sur un poteau, il comprend les accessoires correspondant et la coordination avec les services de la mairie.	
	L’unité	373.43 €



301.00	Raccordement d'une caméra	
	Ce prix rémunère le raccordement d'une caméra d'une part à l'énergie et d'autre part au réseau Ethernet sur une longueur de 30 m	
	L'ensemble	1 018.45 €
221.00	Station de travail	
	Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une station de travail telle que définie à l'avenant N°2	1 125.00 €
222.00	Ecran pour station de travail	
	Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un écran tel que défini à l'avenant N°2	155.95 €

Pour un montant HT de **3 188,24 €**

Bons de commande à établir (objet de l'avenant n° 3)

➤ Notification de ces deux prix nouveaux :

222.00	Fourniture logette type T2 pour caméra dôme	654.69 €
306.00	Reprise paramétrage et cycle	543.69 €

N° PRIX	DESIGNATION DES OUVRAGES	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	PRIX TOTAL
	<b>Série 100 Etudes et dossiers</b>			
101.00	Etudes générales	427.39	1	427.39
102.00	Dossier d'exécution et dossier de récolement	763.84	0	0.00
103.00	Etudes spécifiques pour un nouveau bon de commande	218.24	0	0.00
104.00	Mise à jour du dossier de récolement	203.69	1	203.69
105.00		0.00	0	0.00
	<b>Total série</b>			<b>631.08</b>
	<b>Série 200 Fournitures, installation et mise en service</b>			
201.00	Système central	3 021.87	0	0.00
202.00	Extension du système central (x2) lors de l'installation	601.37	0	0.00
202.10	Extension du système central (x2) à postériori	1 314.28	0	0.00
203.00	Extension du système central (x4) lors de l'installation	1 768.46	0	0.00
203.10	Extension du système central (x4) à postériori	2 481.37	0	0.00
204.00		0.00	0	0.00
205.00	Caméra dôme avec dispositif de suivi et basculement jour/nuit	2 630.62	0	0.00
206.00	Caméra dôme avec basculement jour/nuit	2 018.28	0	0.00
207.00	Caméra mini dôme	515.41	0	0.00
208.00	Caméra fixe	792.03	2	1 584.06
209.00	Objectif caméra fixe	75.78	2	151.56
210.00	caisson pour caméra	87.66	2	175.32
211.00	Fixation caméra sur support existant (poteau ou mur)	373.43	2	746.86
212.00	Mat support 4 m	1 223.54	0	0.00
213.00	Mat support 6 m	1 325.68	0	0.00
214.00	Mat support 8 m	1 628.30	1	1 628.30
215.00	Mat support 10 m	2 901.36	0	0.00
216.00	Fixation sur panneau d'informations	415.87	0	0.00
217.00	Routeur	249.77	0	0.00
218.00	Fire Wall	288.56	0	0.00
219.00	Projecteur infra rouge	360.10	0	0.00
220.00	Panneaux d'information	190.00	0	0.00
221.00	Station de travail	1 125.00	0	0.00
222.00	Ecran pour station de travail	155.95	0	0.00
223.00	Fourniture logette type T2 pour caméra dôme	654.69	1	654.69
	<b>Total série</b>			<b>4 940.79</b>
	<b>Série 300 Raccordements et programmations</b>			
300.00	Raccordement du système central	712.92	0	0.00
301.00	Raccordement d'une caméra	1 018.45	3	3 055.35
301.10	Raccordement d'une caméra + 5 m	85.48	0	0.00
302.00	Baie ou coffret 20 U	439.15	0	0.00
303.00	Baie 42 U	812.58	0	0.00
304.00	Routeur	85.48	0	0.00
305.00	Fire Wall	85.48	0	0.00
306.00	Reprise paramétrage et cycle	543.69	1	543.69
	<b>Total série</b>			<b>3 599.04</b>

DESIGNATION DES OUVRAGES	TOTAL SERIE	TVA	TTC
Série 100 Etudes et dossiers	631.08 €	126.22 €	757.30 €
Série 200 Fournitures, installation et mise en service	4 940.79 €	988.16 €	5 928.95 €
Série 300 Raccordements et programmations	3 599.04 €	719.81 €	4 318.85 €
Série 400 Formation	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>Total général</b>	<b>9 170.91 €</b>	<b>1 834.18 €</b>	<b>11 005.09 €</b>

Notification d'un nouveau prix

Le nouveau montant du Marché est de :

DESIGNATION DES OUVRAGES	TOTAL SERIE	TVA	TTC
Série 100 Etudes et dossiers	1 822.31 €	364.46 €	2 186.77 €
Série 200 Fournitures, installation et mise en service	27 575.98 €	5 515.20 €	33 091.18 €
Série 300 Raccordements et programmations	11 118.25 €	2 223.65 €	13 341.90 €
Série 400 Formation	912.37 €	182.47 €	1 094.84 €
Total général	41 428.91 €	8 285.78 €	49 714.69 €

Toutes les autres conditions du marché ne sont pas modifiées par le présent avenant et restent en vigueur.

Fait à THIL, le

*Lu et accepté*

**L'entreprise**

**Le Maire**

Pour	12
Contre	3
Abstention	0

## **6. VIDEO PROTECTION – CHARTE DE DEONTOLOGIE**

Mr le Maire explique que l'objet de la présente délibération est d'habiliter Mr Caplat à exploiter les images lors de réquisitions de la Gendarmerie.

### **DELIBERATION 16/05/04: CHARTE DE DEONTOLOGIE RELATIVE A LA VIDEO PROTECTION - DESIGNATION D'UNE PERSONNE HABILITEE AU VISIONNAGE ET A L'EXTRACTION SUR REQUISITION JUDICIAIRE**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Rapporteur rappelle que la délibération n° 14.09.03 disposait d'une Charte de déontologie applicable au système de vidéo protection installé sur le territoire communal. Cette charte dispose notamment de la désignation des personnes habilitées à visionner et à réaliser une extraction des images des faits localisés par le système.

Afin de pouvoir répondre aux réquisitions de l'autorité judiciaire compétente, il est proposé de désigner une personne supplémentaire habilitée à visionner et à réaliser les extractions d'images.

Il est proposé à l'assemblée de désigner Monsieur Guy Caplat.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve la désignation de monsieur Guy Caplat pour le visionnage et l'extraction d'images suite aux réquisitions de l'autorité judiciaire,
- dit que la Charte Vidéo sera actualisée en conséquence,
- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour procéder à son porter à connaissance du public par affichage et consultation en Mairie ainsi que par mise en ligne sur le site communal.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	3

## **7. ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Mr le Maire informe que la veille, la CCMP a donné l'autorisation à Monsieur le Président de solliciter l'aide du Département et de l'Agence de l'Eau pour subventionner la partie du lot qui concerne la CCMP à savoir la réalisation de l'interconnexion de Thil à la STEP de la 3 CM.

Mr Maisonnas rappelle que les quatre phases de l'assainissement ont été exposées en Commission Générale.

L'entreprise SAFEGE a rendu un avant-projet sommaire pour permettre une demande de subvention auprès du Département et de l'Agence de l'Eau. Cet APS a pour objet de déterminer sans les figer, les phases de réalisation progressive de l'assainissement.

Le démarrage des travaux devrait être programmé pour septembre 2017 par une canalisation qui emmènera les effluents de Thil vers la STEP.

Il expose les quatre phases de travaux.

Mr Maisonnas rappelle qu'il sera nécessaire de solliciter les subventions pour les deux premières phases.

Il a été demandé de regarder le devenir de la STEP du Clos des Platanes.

Mr Thuot souligne que deux cheminements sont possibles pour se rendre à la STEP située à Niévroz :

1. par la RD
2. par les bords du Canal.

Il souligne un écart de prix entre les deux solutions.

Mr Maisonnas note que la préférence va vers la RD pour des raisons économiques.

### **DELIBERATION 16/05/05 : PROGRAMMATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET DEMANDE**

#### **D'AIDE ET DE SUBVENTION AU DEPARTEMENT DE L'AIN**

Rapporteurs : Philippe Maisonnas/Jean-Michel Thuot

Messieurs les Rapporteurs rappellent la délibération n°16.03.04 du 25 mai 2016 relative à l'engagement de la commande publique de Maîtrise d'œuvre relative à l'assainissement collectif. Ils expliquent que les travaux et la maîtrise d'œuvre de réalisation du réseau d'assainissement collectif communal sont susceptibles de bénéficier d'aides du Conseil Départemental de l'Ain et de l'Agence de l'eau selon les modalités d'intervention du Plan Départemental de l'Eau et du programme d'action « Sauvons l'Eau ! » (2013-2018).

Aussi, afin de percevoir les subventions qui pourraient être octroyées par le Conseil Départemental et l'Agence de l'eau, il convient :

*1.- De valider la totalité de l'opération de réalisation du réseau d'assainissement collectif selon les éléments techniques et économiques suivants :*

a) Le périmètre technique des travaux se rapporte :

- D'une part à la création du réseau de transfert au collecteur de la 3CM par refoulement avec la création de postes de refoulement. Suite à la demande de l'ARS, deux scénarii de faisabilité seront étudiés l'un via la RD 61 A, l'autre via le Chemin de Halage ;
- D'autre part, à la création d'un réseau de collecte des eaux usées du village de Thil, de postes de relevage associés et d'un réseau de collecte des eaux pluviales selon les prescriptions du Schéma Directeur d'Assainissement,

Les ouvrages seront implantés sur la commune de THIL et pour partie sur la commune de Niévroz (partie du réseau de refoulement et postes de refoulement ;

b) Les travaux se dérouleront en quatre phases :

- La première phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé et le réseau de collecte des eaux pluviales permettant le raccordement des habitations dans l'ensemble des périmètres de protection du puits de captage du SIE Thil – Niévroz délimité par la route de Niévroz, la rue Neuve (de part et d'autre), la route de Montluel et le Chemin du Poteau ainsi que la création du réseau de collecte permettant le raccordement des habitations situées rue du Canal incluant le lotissement des Loups.

- Le réseau de collecte communal sera connecté au réseau de refoulement et les postes de refoulement vers la STEP de la 3 CM située sur le territoire de la commune de Niévroz réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la CCMP ;
- La seconde phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé permettant le raccordement des habitations du centre bourg délimité par la rue de l'Eglise, la rue de la Mairie jusqu'à la rue du Canal ;
- La troisième phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé permettant le raccordement des habitations des secteurs du village délimité par la rue du Stade, la rue de la Mairie (secteur mairie, école), le chemin de la Brayonne, la rue du Besson et le chemin du Mas Durand,
- La quatrième phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé permettant le raccordement des habitations des secteurs du village restant soit les secteurs : La Verchère, Les Mouilles, la Mollie, au Peron et les habitations situées Route de Beynost.

Il est proposé de valider et de chercher les financements pour les tranches 1 et 2.

- c) Le montant prévisionnel Hors Taxes de l'opération « Création du réseau d'assainissement collectif – tranches 1 et 2 » et les modalités financières de cette dernière, s'élève à 3 512 200 € Hors Taxes décomposés comme suit :

- Etudes préalables (Assistance à maîtrise d'ouvrage, levés topographiques, études géotechniques et hydrogéologiques) : 31 500 € HT
- Maîtrise d'œuvre : 98 900 € HT
- Gestion et publicité de la commande publique : 2 000 € HT
- Part investissement à verser à la 3CM sur l'investissement non subventionné de la STEP des îles à Niévroz : 600 000 € HT
- Travaux :
  - (a) Première phase de travaux : 2 229 400 € HT
  - (b) Deuxième phase de travaux : 550 400 € HT
- De valider l'engagement de la collectivité à mener à terme cette opération ;
- De solliciter les aides du Conseil Départemental et de l'Agence de l'eau selon le plan de financement ci-après :

Financier	taux	Montant € HT
Département de l'Ain	20%	702 440
Agence de l'Eau	30%	1 053 660
Agence de l'Eau (SUR)	20%	702 440
Auto financement commune de Thil	30%	1 053 660
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>3 512 200 €</b>

- D'autoriser, pour la réalisation du réseau d'assainissement collectif (études et travaux) le Département à percevoir l'aide attribuée par l'Agence pour le compte de la commune de THIL et à la lui reverser ;
- De demander, afin de ne pas retarder la mise en œuvre de ce programme de travaux ambitieux, un démarrage anticipé des travaux à l'ensemble des financeurs éventuels, sans que cela n'engage ces derniers ;
- D'engager la commande publique en vue de la passation des marchés de travaux correspondants.

La programmation des travaux ayant fait l'objet d'une information en Commission Générale les 07 avril, 12 mai, 4 juillet, 1<sup>er</sup> et 15 septembre 2016.

Le Conseil municipal, entendu les explications de Messieurs les Rapporteurs après avoir délibéré,

- Valide la totalité de l'opération de réalisation du réseau d'assainissement collectif selon les éléments techniques tels que détaillés ci-après :
  - a) Le périmètre technique des travaux :
    - i) Le raccordement au réseau de transfert au collecteur de la 3CM par refoulement avec la création de postes de refoulement réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la CCMP.
    - ii) la création d'un réseau de collecte des eaux usées du village de Thil, de postes de relevage associés et d'un réseau de collecte des eaux pluviales selon les prescriptions du Schéma Directeur d'Assainissement pour les tranches 1 et 2,
  - b) Implantation des ouvrages : sur la commune de THIL et pour partie sur la commune de Niévroz (partie du réseau de refoulement et postes de refoulement) ;
  - c) Phases des travaux :
    - i) La première phase concernera la réalisation du réseau de refoulement et les postes de refoulement ainsi que la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé et le réseau de collecte des eaux pluviales permettant le raccordement des habitations dans l'ensemble des périmètres de protection du puits de captage du SIE Thil – Niévroz

- délimité par la route de Niévroz, la rue Neuve (de part et d'autre), la route de Montluel et le Chemin du Poteau ainsi que la création du réseau de collecte permettant le raccordement des habitations situées rue du Canal incluant le lotissement des Loups,
- ii) La seconde phase concernera la réalisation du réseau de collecte des eaux usées du village de THIL, du poste de relevage associé permettant le raccordement des habitations du centre bourg délimité par la rue de l'Eglise, la rue de la Mairie jusqu'à la rue du Canal
- d) Valide le montant prévisionnel Hors Taxes de l'opération et les modalités financières de cette dernière, qui s'élève à 3 512 200 € HT hors taxes décomposés comme suit :
- Etudes préalables (Assistance à maîtrise d'ouvrage, levés topographiques, études géotechniques et hydrogéologiques) : 31 500 € HT
  - Maîtrise d'œuvre : 98 900 € HT
  - Gestion et publicité de la commande publique : 2 000 € HT
  - Part investissement à verser à la 3CM sur l'investissement non subventionné de la STEP des îles à Niévroz : 600 000 € HT
  - Travaux :
    - (a) Première phase de travaux : 2 229 400 € HT
    - (b) Deuxième phase de travaux : 550 400 € HT
- e) Valide l'engagement de la collectivité à mener à terme cette opération ;
- Sollicite les aides du Conseil Départemental et de l'Agence de l'eau pour un montant total de :

Financier	taux	Montant € HT
Département de l'Ain	20%	702 440
Agence de l'Eau	30%	1 053 660
Agence de l'Eau (SUR)	20%	702 440
Auto financement commune de Thil	30%	1 053 660
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>3 512 200 €</b>

- Autorise, pour la réalisation du réseau d'assainissement collectif (études et travaux) le Département à percevoir l'aide attribuée par l'Agence pour le compte de la commune de THIL et à la lui reverser ;
- Demande, afin de ne pas retarder la mise en œuvre de ce programme de travaux ambitieux, un démarrage anticipé des travaux à l'ensemble des financeurs éventuels, sans que cela n'engage ces derniers ;
- Engager la commande publique en vue de la passation des marchés de travaux correspondants.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

## **8. SPL SEGAPAL**

Mr le Maire expose à l'Assemblée le bilan d'activité de l'année 2015.  
 Mr Caplat demande si une SPL exerce son activité exclusivement sur son territoire.  
 Mr Le Maire répond que Jons fait partie du territoire.

### **DELIBERATION 16/05/06 : SPL SEGAPAL – ACTIVITÉ ANNÉE 2015**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Notre collectivité est actionnaire de la SPL Gestion des espaces publics du Rhône Amont. A ce titre nous sommes représentés à l'assemblée spéciale.

Il convient donc que nous soumettions à notre organe délibérant, un rapport annuel sur lequel nous devons nous prononcer et qui doit nous permettre de délibérer sur l'action de nos représentants au sein de la SPL et sur les missions de cette dernière.

La SEM SEGAPAL a été créée en 1979 afin de gérer le Grand Parc Miribel Jonage.

Cette société d'économie mixte s'est transformée en Société Publique Locale le 29 juin 2012. Une SPL est une société détenue à 100% par des collectivités territoriales. Elle revêt la forme d'une société anonyme. Les SPL exercent leur activité exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur leurs territoires.

La SPL a pris le nom de Société de gestion des espaces publics du Rhône Amont, son nom commercial reste SEGAPAL.

Le capital de la SPL a été porté de 230 000 € à 670 000 €. Le capital est réparti entre 17 actionnaires.

Dix-huit administrateurs siègent au Conseil d'Administration. Une assemblée spéciale réunit les actionnaires dont la part du capital ne leur permet pas d'être représentés au Conseil d'Administration.

Afin d'organiser au mieux les conditions d'exercice d'un contrôle analogue comparable à celui que les collectivités exerceraient sur leur propre service, il a été convenu par le Conseil d'Administration de la mise en place d'un comité d'engagement et de suivi chargé de donner son avis sur les opérations de la SPL et d'en suivre le déroulement. De même un guide des procédures a été institué avec, entre autre, la création d'une commission d'appel d'offres.

Le Président de la SPL est M. Gilbert-Luc DEVINAZ, il est entouré de 2 vice-Présidents : M. Jean Paul COLIN et M. Pascal PROTIERE. Le Directeur Général est M. Didier MARTINET.

67 salariés (9 cadres, 11 agents de maîtrise, 47 employés) composent le personnel de la SPL.

Le comité d'entreprise (DUP) se réunit tous les mois et le CHSCT tous les trimestres.

En 2015, l'assemblée spéciale s'est réunie 4 fois, le comité d'engagement et de suivi 3 fois, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

### LES MISSIONS CONFIEES A LA SPL

▪ La mission la plus importante concerne la gestion et l'animation du Grand Parc Miribel Jonage. Cette mission se déroule dans le cadre d'une DSP confiée à la SEGAPAL qui intervient comme régisseur intéressé. Elle a démarré en juillet 2014 pour une durée de 3 ans et demi.

Le budget 2015 de la Régie Intéressée pour cette mission s'élève à 5 531 k€ HT en charges et 5 767 k€ HT en recettes.

La rémunération de la SEGAPAL, pour cette mission, s'élève à 2 150 k€ HT en part fixe et 1016 k€ HT en part variable, sachant que les salaires sont à la charge de la SPL.

La participation du Syndicat à la Régie est de 2 797 k€. Elle était de 2 996 k€ en 2014. Cette baisse s'explique en partie par les recettes de graviers qui passent de 542 k€ en 2014 à 671 k€ en 2015 et à un chiffre d'affaire en hausse sur l'Atol' de + 53 K€.

Le rapport de gestion présente les comptes de la régie intéressée et l'organisation de la SPL.

▪ De même, le SYMALIM confie à la SPL SEGAPAL une maîtrise d'ouvrage déléguée pour ses travaux et études.

La rémunération de la SEGAPAL en 2015, pour cette mission, s'élève à 83 k€ HT. En 2014 notre rémunération était de 198 K€ due à la construction du bâtiment l'Iloz'.

▪ La SPL a effectué 6 autres missions en dehors du Parc :

Missions et coûts facturés HT

- Entretien de la piste cyclable de l'anneau bleu .....	135 891 €
- Exploitation de la Navette fluviale du Canal .....	50 850 €
- Surveillance équestre à Meyzieu .....	2 492 €
- Animation du site Natura 2000 de Jons à Anthon .....	11 288 €
- Etude Embarcadère Jons .....	3 150 €
- Etude faisabilité Accessibilité Côtière .....	8 445 €

(+ 8 466 € facturé en 2016)

### COMPTES SEGAPAL

▪ Le budget 2015 de la SEGAPAL s'établit à 3 816 k€ en charges et à 3 910 k€ en recettes, pour un résultat de + 94 k€

▪ Le résultat d'exploitation s'élève à + 90 k€

▪ Le chiffre d'affaires se monte à 3 632 k€

▪ Les charges de personnel sont de 2 951 k€.

C'est la 11<sup>e</sup> année où le résultat de la SEGAPAL est positif.

Tels sont les principaux éléments concernant l'activité écoulee de la SPL SEGAPAL.

Les rapports complets sont à votre disposition.



Je vous demande, donc, de délibérer sur ce rapport et de vous prononcer sur le travail de vos représentants au sein de la SPL en leur donnant quitus et sur les missions de la SPL SEGAPAL.

Le Conseil,

Entendu l'exposé de Monsieur le rapporteur et après en avoir délibéré,

- donne quitus sur le rapport et sur les actions de la SPL SEGAPAL pour l'année 2015.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr le Maire informe que le rapport de gestion est consultable en Mairie.

## **9. RECENSEMENT DE LA POPULATION**

Mr Maisonnas rappelle à l'Assemblée les dates du prochain recensement de la population à savoir du 19 janvier au 18 février prochains.

Les deux agents recenseurs feront l'objet d'une délibération lors du prochain Conseil Municipal. Le montant de la dotation forfaitaire sera adressé à la commune prochainement.

Mme Brignone se propose pour assurer la mission de coordonnateur communal à titre gracieux.

### **DELIBERATION 16/05/07 : RECENSEMENT DE LA POPULATION : DESIGNATION D'UN COORDONNATEUR DE L'ENQUETE DE RECENSEMENT**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Mr le Rapporteur rappelle à l'assemblée la nécessité de désigner un coordonnateur d'enquête afin de réaliser les opérations du recensement 2017.

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment le titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Où les explications de Monsieur le Rapporteur,

Après en avoir délibéré

Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents :

DECIDE

- de désigner un coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement.

Le coordonnateur est recruté en qualité de bénévole.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **10. TABLEAU DES EMPLOIS**

Mr Guillard précise que c'est un tableau qui est modifié à chaque fois qu'il y a des changements d'horaires et sont désormais inclus, les postes faisant l'objet d'un Contrat à Durée Déterminée.

Mr Maisonnas demande si des horaires à 40 h 10 hebdomadaires sont autorisés.

Mr Guillard répond dans l'affirmative, dans la mesure où l'annualisation est en deçà des 35 heures.

Mr Maisonnas demande la différence entre un Animateur et un Adjoint d'Animation.

Mr Guillard répond que l'Animateur est un responsable de catégorie B.

### **DELIBERATION 16/05/08 : RECENSEMENT DE LA POPULATION : DESIGNATION D'UN COORDONNATEUR DE L'ENQUETE DE RECENSEMENT**

Rapporteur : Philippe Guillard

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,  
Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- **accepte** les propositions de Mr le Rapporteur,
- **fixe** le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2016.
- autorise** Monsieur le Maire à prendre les Arrêtés ou Contrats nominatifs correspondants.

### **Annexe à la Délibération n° 16/05/08**

#### **LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET**

- . 1 Adjoint Technique 2<sup>ème</sup> Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Technique Principal 1ère Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Rédacteur Principal

#### **LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET**

- . 1 Adjoint Technique (*4h40 annualisées à 4h40 par semaine*)
- . 1 Adjoint Technique (Entretien des locaux : 23h00 annualisées à 19h13)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*40h30 annualisées à 32h27 par semaine*)
- . 1 Animateur Territorial (Responsable NAP : 14 h 00 annualisées à 10h42)
  - . 1 Adjoint d'Animation (*restaurant scolaire : 20h00 annualisées à 15h18 par semaine*)
  - . 1 Adjoint d'Animation (*restaurant scolaire : 22h00 annualisées à 16h50 par semaine*)
  - . 1 Adjoint d'Animation (*Restaurant scolaire : 27h05 annualisées à 20h43 par semaine*)
  - . 1 Adjoint d'Animation (*Classe Maternelle : 36h30 annualisées à 27h54 par semaine*)
  - . 1 Adjoint d'Animation (*Classe Maternelle : 40h10 annualisées à 32h38 par semaine*)
  - . 1 Adjoint Administratif (*28h00 par semaine*)

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	1

## **11. SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET D'E. COMMUNICATION**

Mr le Maire informe que la commune peut bénéficier d'un suppléant supplémentaire pour siéger au SIEA. Après discussion, il a été proposé à Mr Julian ce poste de suppléant, il l'a accepté.

### **DELIBERATION 16/05/09 : SIEA – MODIFICATION DES STATUTS ET DESIGNATION D'UN SUPPLEANT**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire fait part du projet de modifications des statuts du Syndicat Départemental d'Electricité de l'Ain suite à l'Assemblée Générale du SIEA en date du 09 avril dernier. Par rapport aux statuts en vigueur, les modifications portent sur :

- La périodicité des réunions du Comité « *le Comité se réunit au moins deux fois par an. Le bureau se réunit au moins trois fois par an* »
- Les convocations adressées aussi aux suppléants « *La convocation est adressée aux membres titulaires du Comité ainsi que, pour information, aux suppléants, par écrit, à leur domicile ou s'ils en font la demande à une autre adresse ou transmise de manière dématérialisée* »,
- La désignation d'un délégué suppléant pouvant siéger au comité syndical avec voix délibérative,

Monsieur le Maire expose que ces modifications de statuts ne seront définitives qu'après avis des communes, puis approbation par Monsieur le Préfet.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré :

- approuve le projet de modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energie et d'E. Communication de l'Ain.
- Nomme Mr Christian Julian en qualité de délégué suppléant

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **12. QUESTIONS DIVERSES**

- 1- Mr le Maire informe que dans le cadre de la réglementation de la voirie, nous avons reçu une personne du secteur du Mas Durand qui s'est plainte de problèmes de comportements liés à la conduite de véhicules et qui utilisent de façon délictueuse le Chemin du Mas Durand.

Le sujet a été abordé en Commission Voirie et en Commission Générale. Cela faisait suite à la suppression des dos d'ânes liés aux travaux réalisés à l'époque. Etant donné l'état du chemin du Mas Durand et par ailleurs, dans un avenir très proche, sa destination comme déviation risque d'être réactivée dans le cadre des travaux d'assainissement, néanmoins il va demander à la Gendarmerie de venir faire des contrôles et sanctionner les utilisations intempestives de cette voie. Il rappelle que c'est la seule voie qui peut être utilisée comme déviation.

Le secteur du Mas Durand est fléché au plan global de déplacement, comme voie verte avec une circulation pour les véhicules de sécurité. Une brochure sera diffusée à l'ensemble des habitants de la CCMP d'ici un mois ou deux. C'est l'aboutissement d'un travail de plus de huit ans.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,  
Fin de la séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mercredi 21 septembre 2016 à 22 h 35  
Stopper l'enregistrement»*